

SOUS LES PAVÉS, LES FLICS.

C'est à travers les manifestations et les diverses actions que le mouvement a débordé hors du cadre universitaire pour s'étendre dans la ville. Il ne s'agissait pas de prétendre parvenir à nos fins en mettant symboliquement en scène une opposition qui s'exprimerait dans le jeu politicien. Dans l'action directe et les manifestations sauvages, c'est notre volonté d'établir un rapport de force sans médiation qui prime. Il y a un dépassement du cadre revendicatif ; on ne demande rien à l'État, on ne cherche pas à négocier, on s'affronte aux institutions du Capital pour ce qu'elles sont, en vue de leur destruction. Paradoxalement, c'est souvent le meilleur moyen de voir une revendication aboutir, le fameux CPE n'aurait vraisemblablement pas été retiré sans les diverses formes d'actions illégales (ou pas) qui ont été pratiquées : pour désamorcer le rapport de force ainsi créé, l'État a fini par céder.

« Si t'es contre le CPE, tape dans tes mains... »

La plupart des manifestations regroupaient principalement des étudiant-e-s et des lycéen-ne-s, encadré-e-s par les syndicats étudiants et autres sections « jeunes » de partis politiques de gauche. Ces manifestations ont d'abord reproduit le modèle institutionnel

d'apparition de la contestation dans l'espace public : l'important est de se montrer, de faire savoir qu'il y a un mécontentement, et la seule chose qui compte est le nombre de participant-e-s. Ainsi, de la conception originelle des manifestations, où il s'agissait de s'emparer de la rue et de traduire en actes l'opposition au pouvoir, de poser directement le rapport de force, on est passé à une action uniquement symbolique, dans l'espoir qu'à travers le filtre des médias elle aura un impact sur une hypothétique « opinion publique », et qu'ainsi le gouvernement daignera prendre en compte les revendications.

Après quelques semaines, se sont ajoutées aux défilés estudiantins de grandes manifestations officielles inter-syndicales et interprofessionnelles. Elles se sont massifiées avec le temps, participant en quelque sorte à un surenchérissement constant : le mardi étant le jour des « grosses manifs interpro », le jeudi celui de la manif étudiante. On a bien assisté à quelque chose de l'ordre de la banalisation de ces manifestations, puisque celles-ci étaient non seulement de plus en plus fréquentes, mais entraînent également dans les emplois du temps militants à la façon « AG le matin, manif l'après-midi », les coordinations nationales appelant régulièrement à des journées d'actions les mardi et jeudi.

Si ces défilés étaient importants en terme de nombre de participant-e-s, ils impliquaient rarement une réelle offensive, d'autant plus que tout était mis en place pour éviter les débordements. Les « organisateurs » allaient jusqu'à dissuader les manifestant de défiler sur les trottoirs, à la fois pour s'assurer qu'aucun « élément extérieur » ne soit en mesure de s'en prendre au mobilier urbain ou encore aux voitures, mais aussi pour faciliter le décompte des participants. Plus le nombre annoncé de manifestant-e-s derrière les banderoles syndicales est important, plus l'image des syndicats en tant que locomotive indispensable du mouvement s'impose. Les grandes journées de mobilisation nationale ont permis aux centrales syndicales d'obtenir la légitimité nécessaire pour se placer en tant que représentants officiels du mouvement face à l'Etat. Protéger ce statut et renforcer leur

influence politique impliquait de maintenir la contestation dans le cadre qu'elles maîtrisent - celui de la protestation symbolique¹. Car toute l'activité de récupération/pacification qui fait le fond de commerce des organisations de gauche tient dans la canalisation de la violence inhérente à la société pour qu'elle ne se retourne pas contre elle, qu'elle ne prenne pas un sens politique.

Le titre honorifique de « partenaires sociaux » offre bien des privilèges, entre autres celui d'« organiser » les manifestations, c'est à dire d'en décider le parcours et les modalités : un tel se place devant avec telle banderole, une telle porte le mégaphone, d'autres recrutent un Service d'Ordre... Avant même les premiers débordements, nous avons vu apparaître au sein des cortèges ces SO, constitués par des membres des principaux syndicats de travailleur-euse-s et d'étudiant-e-s, mais aussi par des étudiant-e-s ou des lycéen-ne-s désireux de s'impliquer activement dans le mouvement, sans y arriver par d'autres biais. Derrière l'alibi sécuritaire de la protection des manifestant-e-s, leur rôle a été d'empêcher les actions illégales ou le « détournement » de la manif. Leurs premiers agissements auront d'ailleurs consisté à essayer d'empêcher par la force des manifestations de continuer au-delà de leur point officiel d'arrivée...

Ces SO sont devenus un véritable obstacle non seulement aux actions directes, mais aussi à la simple participation « libre » aux manifestations, allant même jusqu'à coopérer avec la police ou aidant à certaines arrestations « préventives ». La coalition flics/SO/médias, qui s'est mise en place pour empêcher les débordements, a cherché à stigmatiser tout ce qui pouvait ressembler de près ou de loin à un « casseur », s'en prenant plus particulièrement aux banlieusards, en les empêchant de se rendre dans les centres villes, comme cela a eu lieu à Paris.

1 – D'ailleurs la grande mobilisation lycéenne, moins encadrée par les syndicats, a prouvé qu'il était beaucoup plus facile d'agir spontanément et offensivement en l'absence des bureaucrates. Durant ce mouvement, elles ont souvent été plus imaginatives et actives que la majorité des étudiant-e-s.

«SO Collabo!»

Le 28 mars, l'UNSA-police (le syndicat des flics de gauche) était présent en tête et en queue de cortège lors de la manif parisienne. Jean-Louis Martin, responsable du service d'ordre UNSA-Police, devant les caméras de France 3: «*S'il se passe le moindre incident avec des gens venus de l'extérieur, notamment des casseurs, nous on cerne ce qu'on doit cerner à notre niveau et on les remet à la police nationale, on ne s'en occupe plus*» (JT 19/20 de France 3, le 28 mars 2006).

Pour compléter le travail de la police, il y avait les SO des syndicats bien sûr, mais aussi des «grands frères» recrutés en banlieue par l'UNSA-police. Youssef Boutzakht, «grand frère»: «*Il ne faut pas confondre un jeune qui s'est habillé en survêt, qui est venu pour manifester, pour revendiquer calmement, paisiblement, et entre celui qui va venir... donc il y a, y a, oui, si j'ose dire une espèce de feeling à avoir...*» (JT 19/20 de France 3, le 28 mars 2006).

Pierre Mure, directeur de l'ordre public et de la circulation: «*Le système a bien fonctionné, puisque finalement, et grâce encore aux services d'ordre et à un certain nombre de centrales syndicales, les vrais manifestants ont pu être canalisés, nous permettant de resserrer le dispositif et de ne conserver place de la République que vraiment les individus à risques*» (JT de 13h, sur TF1, le 29 mars 2006).

Une partie des participant-e-s, visiblement insatisfait-e-s des manif traîne-savates, se sont organisés pour leur faire face, ou faire eux-mêmes des manif sauvages sans SO. Par exemple, à Grenoble, lors de chaque manifestation, des centaines de personnes se retrouvaient à l'avant du cortège pour doubler la banderole de tête (qui se cantonnait à une critique du CPE ou de la loi sur «l'égalité des chances») et pour ne pas laisser le SO diriger la manifestation. Ou encore à Rouen, où les manifestations sauvages, quasi quotidiennes et de plus en plus massives, partaient généralement de la fac, juste après les AG matinales, pour envahir les boulevards de la ville.

«Mon vote est un pavé mais il ne rentre pas dans l'urne»

«Dans l'ensemble du mouvement, les actions directes ont été utiles. Caillasser les flics, briser une vitrine ou retourner une voiture, ça n'a pas forcément un impact direct sur le pouvoir en place, mais ça augmente la tension, ça nuit à la paix sociale, ça augmente l'impact de notre lutte»

(Le CPE, une goutte d'eau dans un lac de rage, Grenoble, avril 2006)

La conviction que les manif plan-plan ne servent à rien et que pour créer un rapport de force conséquent il faut développer des pratiques plus offensives s'est progressivement diffusée bien au-delà d'une petite minorité de révolutionnaires acharné-e-s. L'envie d'aller plus loin impliquait la provocation d'un désordre généralisé, avec pour objectif principal la confrontation avec la police et les autres institutions de l'État¹. Dans les villes où le mouvement était le plus puissant, ces pratiques sont d'ailleurs devenues des composantes à part entière des manif et les manifestant-e-s ont alors pu s'organiser en conséquence, ayant dans les faits dépassé le stade du questionnement de ce qui *décrédibilise* le mouvement. Ainsi à Rennes le SO est devenu le Service Actions, chargé de coordonner et de mettre en place des pratiques offensives et d'assurer la défense vis-à-vis des flics. On a pu constater une certaine intensification de l'offensive au fil du temps: les techniques de base, comme le port de lunettes (de ski

1 – Affrontements avec la police et émeutes ont été le plus largement pratiqués dans des villes qui avaient déjà connu ce genre de choses... Là où les émeutes de novembre 2005 avaient le plus explosé, comme à Paris-banlieue, Lille, Rouen, etc. ou encore, là où des moments festifs traditionnels ont dernièrement donné lieu à des affrontements avec la police, comme à Rennes (et ses fameux jeudis de la rue de la Soif), à Nantes ou à Toulouse lors de la fête de la musique, à Grenoble lors de la fête du Beaujolais nouveau.

ou de piscine) ou le foulard imbibé de citron, le fait de se masquer, de considérer les journalistes comme des mouchards, se sont diffusées petit à petit.

Les actions directes ont souvent été le résultat de la rencontre entre des petits groupes organisés dans cet objectif et des manifestant-e-s isolé-e-s qui ont saisi l'occasion d'exprimer leur rage face au pouvoir. Le souci de préparation (précaution vis-à-vis de la répression, apport de matériel comme des projectiles, du sérum physiologique...) et la spontanéité se complétaient. Les points de rencontre, comme les barricades, permettaient l'expérimentation d'un fonctionnement commun spontané : retourner un container à verre avec un-e inconnu-e, emprunter du feu, débattre de stratégies immédiates, faire front commun face aux flics. Autant d'actes traduisant des objectifs, des pratiques et des volontés immédiates communes permettent effectivement la constitution d'une sorte d'alliance situationnelle. Toutefois, n'étant presque toujours qu'éphémère en raison du contexte, elle n'est pas parvenue à se transformer en communauté de lutte.

Une des pratiques les plus courantes était la mise en place rapide de mini-barricades avec des poubelles, des barrières de chantiers et d'autres matériaux trouvés sur le terrain. Ces barricades permettent aux manifestant-e-s de se soustraire au contrôle direct des véhicules de police, tout en bloquant la circulation, et donc le flux, plus efficacement. Il semble que cela constitue souvent le premier pas vers une radicalisation de la manif : le fait que cette pratique ne soit pas directement destructive la rend plus acceptable pour les manifestant-e-s indécis-es en début de mouvement. Cependant la barricade, même symbolique, matérialise l'opposition et l'affrontement assumés avec les forces de l'ordre ; elle représente d'ores et déjà une volonté d'avoir un impact concret et direct, pour s'approprier la rue.

La casse a aussi été pratiquée un peu partout, sporadiquement ou de manière plus généralisée. Souvent, c'était l'intervention des

flics pour stopper une manif qui déclenchait la casse : bris de vitrines, voitures retournées ou brûlées. La mise à sac des rues de la ville est alors à la fois l'expression indirecte de la volonté de s'affronter avec les forces de l'ordre, faute de pouvoir les attaquer frontalement en raison d'un sentiment de faiblesse, mais aussi une façon de profiter du désordre ambiant provoqué par la charge des flics, pour pouvoir s'attaquer aux banques, aux agences d'interim'. Il est aussi arrivé que des émeutier-e-s prennent les devants, et renversent ce schéma : le 28 mars à Grenoble, au bout de 5 minutes de manif sauvage, les vitres du local de l'UMP volaient en éclat, annonçant plusieurs heures de guérilla en centre-ville, durant lesquelles l'activité principale n'a pas été la casse mais le caillassage des forces de l'ordre.

La violence politique est l'expression d'une colère, la manifestation concrète du sentiment que ce monde est invivable. Ces pratiques politiques sont ancrées dans une réalité historique dont les autorités elles-mêmes sont conscientes : la façon la plus directe de montrer le rejet profond du pouvoir (que ce soit un Roi, un gouvernement, un patron ou tout un système) est bien de pratiquer l'action violente. Il s'agit d'attaquer de front ce que l'on a identifié comme son ennemi, et de lui porter des coups non pour manifester un désaccord mais pour le vaincre, ou au moins le déstabiliser. Il nous semble important de souligner que les pratiques violentes sont un mode parmi d'autres et que de leur composition émerge ou non une situation politique subversive. Ce n'est évidemment pas le seul moyen d'action légitime : les blocages, les textes distribués, ou encore les bombages, peuvent également participer pleinement au harcèlement des institutions. *«Les émeutes comme la casse doivent perdre leur côté "sacralisé", à l'origine d'une fascination ou d'un rejet qui ont en commun l'absence de pensée politique.»*¹

1 – «Quelques propos sur la violence pendant le mouvement anti-CPE», *Bachibouzouk* n°1, hiver 2006-2007, p.8.

Les cibles principales de la violence exercée pendant le mouvement anti-CPE ont immédiatement un caractère politique : les flics, qui en tant que *forces de l'ordre* ont explicitement pour fonction de réprimer toute contestation du pouvoir en place ; les agences d'intérim, locaux du MEDEF, banques, qui sont tout à la fois les principaux bénéficiaires et instigateurs de la précarisation du travail ; les partis politiques, qui y sont intimement liés, ainsi que les mairies, les préfectures et autres bâtiments d'État¹. Ces actions directes ont participé à amplifier la tension globale et le harcèlement que le mouvement faisait subir à l'État sous différentes formes.

Les pratiques émeutières se banalisant au cours des semaines, non pas parce qu'elles étaient largement cautionnées, mais plutôt parce qu'elles devenaient prévisibles, ont été assez rapidement encadrées. À Paris, après deux ou trois soirs consécutifs d'affrontements durant lesquels les flics n'ont pas eu le dessus, le point de fixation rituel qu'était le quartier (et surtout la place) de la Sorbonne est devenu une zone policière de plus en plus verrouillée. De même, les affrontements des fins de manif, en se systématisant, ont été de mieux en mieux gérés par les forces de l'ordre, qui choisissaient leur terrain en partenariat avec les organisations syndicales et pouvaient installer leur dispositif à l'avance. Ainsi à Rouen, on a pu voir les syndicats s'allier pour mettre en place une «merguez partie», supposée occuper l'espace et les esprits à la fin d'une manifestation nationale, espérant ainsi pacifier les masses et prévenir les «débordements». Mais ces mises en scènes ne permettant en rien de limiter la casse, la ville a préféré avoir recours à des méthodes plus probantes : deux hélicoptères et le renfort de la Garde Mobile, en provenance de la banlieue parisienne et du Havre.

1 – «Le caractère privé ou public des cibles nous semble peu significatif, l'État constitue un monde caractérisé par un mode de production capitaliste où les deux se nourrissent et participent de la même logique» *ibid*

«Les casseurs ne doivent s'attendre à aucune faiblesse de notre part»

Dès l'instant où un mouvement est porteur de quelque chose de fort, c'est-à-dire de perspectives révolutionnaires, et dès qu'il est vécu par le pouvoir comme une menace subversive, les flics et les juges ont explicitement la charge de l'écraser. La répression a touché arbitrairement les participant-e-s du mouvement anti-CPE, souvent indépendamment des faits réellement commis par les inculpé-e-s. Avec plus de risques de prendre une lourde condamnation si l'on n'est ni étudiant-e ni salarié-e, *idem* si l'on n'est pas blanc, ou même si l'on est un homme. Les chiffres officiels de la Chancellerie au 18 avril 2006 étaient : 4350 interpellations, 1985 gardes-à-vue, 637 personnes poursuivies (dont 271 comparutions immédiates), qui ont donné lieu à 71 peines de prison ferme, 167 peines de sursis, TIG ou mises à l'épreuve, 188 mesures alternatives. Cela dit, ce que nous reprochons à la répression n'est pas de toucher des «innocent-e-s» ; cette distinction entre «coupables» et «innocent-e-s» ne faisant que renforcer celle entre «vilain-e-s casseur-e-s» et «gentil-le-s manifestant-e-s». Dénoncer la répression, en appeler à la démocratie et aux droits de l'homme, c'est autant d'énergie qui n'est pas engagée dans une réaction concrète : s'organiser pour ne pas se faire choper, trouver de l'argent pour assurer le soutien juridique, payer les amendes et aider les prisonnier-e-s à cantiner, héberger des clandestin-e-s ; bref, prendre acte de la répression pour y faire face collectivement. C'est ce qu'avait bien compris la plupart des collectifs de soutien, qui pouvaient se reconnaître dans la devise humoristique : «Nous soutiendrons tout le monde, même les innocent-e-s».

Les groupes anti-répression se sont constitués dans certaines villes, souvent limités à la période du mouvement anti-CPE (même si l'idée, pour beaucoup, était aussi de soutenir les émeutier-e-s de novembre et les inculpé-e-s du mouvement lycéen de 2005). Selon les groupes, leurs actions étaient assez variées : présence en manif pour y distribuer des conseils légaux,

du sérum physiologique, mais aussi pour empêcher les arrestations, pour noter leur nombre et les noms des personnes interpellées ou encore pour aider aux élaborations des dossiers de défense juridique avec les avocat-e-s et assurer un soutien financier¹. Sur le terrain, il a fallu faire face à la difficulté d'empêcher certaines arrestations, même quand les manifestant-e-s étaient en supériorité numérique, et à une peur de la répression, de la prison. Cette peur est surmontable à condition de s'organiser collectivement, de se solidariser dans les manifestations lors d'actions illégales en se masquant, en protégeant les personnes, en s'aidant à s'extirper des mains des flics (en civil) dès que c'est possible, en restant groupé-e-s.

La réponse du pouvoir face à la violence est double : d'un côté il lui oppose la répression, et de l'autre il la combat idéologiquement en lui déniait tout caractère politique. L'action directe, en tant qu'opposition franche au pouvoir, ne peut pas être reconnue comme telle, puisque cela reviendrait à admettre que les heurts entre l'État et le mouvement sont une expression de la guerre sociale que les tenants de l'ordre quels qu'ils soient tentent de nier. Il faut alors soigneusement occulter cette opposition en ne retenant que la violence, qu'on pourra dire aveugle ou gratuite et qui est le fait de «barbares», ou, pour les commentateurs plus rétro, «d'anarchistes et nihilistes promoteurs du chaos», de groupes qui ne sauraient porter aucune critique politique et qui n'ont rien à voir avec les «vrais manifestants»². La technique du «diviser pour mieux régner», contenue dans le

1 – Certains groupes, comme à Lyon, tentent de garder la dynamique enclenchée par le mouvement et de devenir un appui stable pour faire face à la répression qui touche indistinctement mouvements politiques et classes populaires.

2 – Cette distinction, centrale dans le discours médiatique, n'a cessé d'être rabâchée tout au long du mouvement. Exemple parmi tant d'autres, sur France Info le 21 mars, au sujet de la manifestation parisienne : «Des affrontements sporadiques se sont produits en fin de parcours, pas avec les manifestants du cortège officiel, mais avec une centaine de casseurs qui avaient l'intention d'en déconder avec les forces de l'ordre (...). La manifestation, quant à elle, s'est déroulée dans le calme.»

discours du Ministère de l'intérieur¹, s'est vue largement employée à travers la distinction «méchants casseurs VS gentils manifestants». Pourtant les actions directes n'ont pas été le fait de quelques groupes restreints : elles ont été pratiquées par des personnes assez diverses. Plusieurs des personnes interpellées étaient tout ce qu'il y a de plus «étudiant» et ne correspondaient pas nécessairement aux figures du «casseur» et du «dépouilleur». Le refus de ce clivage a pu s'exprimer dans le mouvement à travers des banderoles et des slogans comme «*Nous sommes tous des casseurs*», et mieux encore, en participant ensemble aux actions directes et aux manifestations sauvages.

Ce procédé d'occultation est loin d'être innocent, puisqu'il dissimule du même coup les autres facettes de la violence, ici celle de l'État, des gouvernements de tout poil. Qu'ils soient de droite ou de gauche, ils considèrent que la seule violence légitime est celle perpétrée par le pouvoir. Dans cette perspective, le monopole de la violence doit être à tout prix conservé pour s'assurer que jamais le système ne soit menacé.

Ne pas partir vaincu-e-s d'avance, c'est déjà ne pas se jeter dans la gueule du loup (ou sous les matraques des flics). Etant conscients de l'énorme potentiel répressif de l'État, il ne s'agit pas de jouer les martyrs mais bien de matérialiser un antagonisme par divers moyens. Par rapport à celles et ceux qui choisissent les voies de la soumission et de la légalité, les casseur-e-s ont pris le chemin qui mène au renversement de l'État... pas celui de son aménagement et de sa consolidation.

1 – «*S'il y avait connexion entre les étudiants et les banlieues, tout serait possible. Y compris une explosion généralisée et une fin de quinquennat épouvantable*» N. Sarkozy, dimanche 12 mars 2006, cité dans «La grande peur de Sarko», *Canard enchaîné* n°4455, 15 mars 2006 (en page 2)

« Résistance pacifique! »

Le discours produit par le pouvoir pour désamorcer la charge subversive portée par la violence politique a été repris à son compte par une grande partie des personnes impliquées dans le mouvement. Parfois des « étudiant-e-s pacifistes » se sont même associés au SO pour empêcher *par la force* que des actions directes soient effectuées¹. Là encore, l'idéologie démocratique impose le statu quo et interdit de concevoir l'usage de la force collective comme moyen d'expression politique. D'où la prolifération des assertions comme « *ceux qui cassent, on les voit jamais en AG, ils font rien pour le mouvement* ». Ces propos sont d'autant plus faciles à tenir que pour des raisons évidentes, il est compliqué de revendiquer à visage découvert la participation à des actions illégales. Pourtant, outre le fait que les actions directes ont permis de renforcer l'impact du mouvement, une grande partie de leurs auteur-e-s s'impliquaient de bien d'autres façons dans la dynamique collective, notamment dans les occupations.

À la suite on trouvera les principaux arguments « anti-violence » et quelques éléments de réponse :

- « *Ce n'est pas légitime, c'est anti-démocratique, l'AG avait dit que ça devait être une manifestation pacifique* » : Cet argument se veut le discours dominant du mouvement, souhaitant interdire *de facto* toute initiative

1 – Lors du début du mouvement, le 16 février, à Rennes : « *Après une première fuite partielle suite à des jets de lacrymo, les manifestant-e-s reviennent à la charge malgré la regrettable (et durable, comme leur développement ?) attitude de quelques "étudiant-e-s pas casseur-e-s" issu-e-s de mouvances écolos-citoyennes qui semblaient décidé-e-s par dessus tout à protéger le bâtiment de la République qu'est cette bonne vieille préfecture. Ces quelques anti-violent-e-s criaient "non violence!" et faisaient la chaîne pour empêcher les manifestant-e-s d'agir comme bon leur semblait... Un de ces anti-violents est allé jusqu'à mettre un poing dans la gueule d'une des personnes qui participait à ériger une barricade. Merci la non-violence...* » (extrait de « *A Rennes aussi des étudiant-e-s s'attaquent à la préfecture et au drapeau français* », publié le 20 février 2006 sur <http://grenoble.indymedia.org/index.php?page=article&cid=1966>)

non consensuelle issue de minorités agissantes. Derrière cette posture se trouve encore la logique du *démocratisme*...

- « *Ce n'est pas comme ça qu'il faut se faire entendre, nous sommes des citoyens responsables qui avons d'autres moyens pour nous exprimer* » : Qui pourrait affirmer aujourd'hui que le CPE aurait été retiré sans le désordre généralisé qui a accompagné les manifs ? Au cours du mouvement, même les tenants du légalisme et du pacifisme ont été amenés à concéder que les voies de protestation institutionnelles (manif, pétition, opposition parlementaire, etc.) ne suffisaient pas à faire reculer le gouvernement.

- « *C'est prendre les manifestant-e-s en otage, leur imposer un mode de protestation qu'elles n'ont pas choisi* » : Une manifestation n'appartient pas à ses organisateur-e-s, ni n'est soumise à la loi de la majorité (supposée). Elle est ce qu'en font les personnes qui y participent, et si certaines y organisent des actions directes, elles ne s'imposent pas plus aux autres que celles qui cherchent à empêcher ce genre d'expression.

- « *C'est exposer les manifestant-e-s à la répression* » : Ne pas vouloir être exposé-e à la répression, c'est se condamner à l'impuissance politique, puisque le propre de tout pouvoir est de réprimer (plus ou moins brutalement) toute contestation, comme peuvent en témoigner les manifestant-e-s pacifistes qui se sont fait-e-s matraqué-e-s et gazé-e-s un peu partout en France alors même qu'aucun acte « violent » n'avait été commis.

- « *Affronter la police ou casser la vitrine d'une banque n'a pas de rapport avec le CPE* » : Effectivement (ou du moins, pas directement). Mais les flics, les banques et le CPE ont tous un rapport avec le monde que l'on cherche à détruire. Par ailleurs, des cibles comme les agences d'intérim avaient directement à voir avec les revendications mises en avant dans le mouvement, puisqu'elles permettent déjà ce qu'aurait installé le CPE. Quant aux quelques voitures particulières et au mobilier urbain qui ont fait les frais de la rage, il ne s'agit jamais que de tas de verre et de ferraille, relativement insignifiants face à ce qui se jouait réellement dans

les rues et qui ont trop souvent été mis en avant pour occulter le sens politique de l'affrontement¹.

«Le blocage, une idée qui circule»

Derrière le «mot d'ordre» de blocage économique, il s'agissait principalement du blocage des flux de la marchandise humaine dans les gares, les aéroports, sur les routes. Ces actions se faisaient dans le cadre de manifs, souvent à la fin, en s'appuyant principalement sur le nombre de manifestant-e-s (sauf pour les rues, qui étaient souvent barrées avec du mobilier urbain). Parfois, les barrages étaient levés sur simple demande des flics, les manifestant-e-s estimant que le rapport de force n'était pas en leur faveur, ou refusant par principe de tenir tête aux forces de l'ordre. D'autres situations, et particulièrement les blocages de gares, ont donné lieu à des affrontements avec la police².

L'enjeu était d'empêcher les gens de travailler, de perturber la fluidité des flux, de déclencher autant de situations qui sont des grains de sable dans les rouages du métro-boulot-dodo si précieux au bon fonctionnement de l'économie. L'idée c'est qu'une grève générale n'est plus à envisager et que comme il nous est impossible de bloquer l'ensemble des lieux de travail, il faut empêcher les salariés de s'y rendre : provoquer la grève par le fait.

La concrétisation de cette idée n'a pas été à la hauteur des ambitions affichées même si certaines actions étaient particulièrement réussies comme à Rennes, lors du blocage du périphérique et de l'occupation du centre de tri postal. Il y a eu quelques tentatives de journées d'actions nationales et de coordinations

1 – Par ailleurs, nous pourrions dire qu'il n'y a pas de dégât matériel problématique dans ce genre de contexte en rappelant ce slogan avignonnais : «Tout est à eux, rien n'est à nous : Tout ce qu'ils ont, on va l'brûler !» (*Contre le CPE et son monde - Notes sur le mouvement dit anti-CPE en Avignon*).

2 – Il faut dire que c'est tentant, tous ces cailloux pointus sur les voies...

entre plusieurs villes dans l'Ouest, mais l'économie n'a pas été bloquée à grande échelle. Bien souvent, les actions se limitaient à des blocages sporadiques de routes et pendant la quasi totalité du mouvement, les usines continuaient de tourner. Pourtant, quand plus de mille personnes sont rassemblées pour bloquer une gare, on peut se dire que le même nombre de personnes (ou beaucoup moins !) bien réparties sur des cibles précises peuvent s'attaquer à saboter par petits groupes des entreprises, avec des chances plus grandes de bloquer l'économie, ne serait-ce que temporairement. À Montpellier, où les tentatives de blocage de la gare étaient freinées par les SO, une des initiatives menées dans le sens de la perturbation des flux a été de s'attaquer discrètement aux bornes de tickets de tram.

«Villepin, prends ton temps, on s'amuse énormément»

L'ensemble du mouvement anti-CPE ne s'est pas contenté des occupations de facs, ni même des manifs et de leurs débordements. L'opposition face aux institutions s'est exprimée sous plusieurs formes en fonction du contexte et des sensibilités des personnes impliquées. Par exemple le 6 avril, lors de la journée nationale de soutien aux inculpé-e-s du mouvement, des étudiant-e-s et des squatteur-euse-s de Dijon ont occupé ensemble un chantier Bouygues, entreprise qui excelle dans le domaine de la construction des prisons. Deux immenses banderoles ont été déployées sur une grue, appelant à bloquer l'économie et à libérer les inculpé-e-s du mouvement anti-CPE et des émeutes du novembre 2005.

Les actions anti-pub, les graffs de slogans et les affichages sauvages ont été très pratiqués durant ce mouvement, participant d'une réappropriation de l'espace, de la ville, faisant déborder ce qui se jouait sur la fac. Dans plusieurs villes, la réappropriation a aussi pris la forme d'autoréduction, c'est à dire pénétrer à plusieurs dans des supermarchés ou des restaurants universitaires pour

sortir de la nourriture gratuitement. D'autres manières de s'approvisionner ont été utilisées comme faire appel à la solidarité des consommateurs à la porte des supermarchés par le biais d'un don de nourriture ou à celle des automobilistes lors d'opérations de «péage gratuit» sur les autoroutes. En plus des occupations en tous genre (grands magasins, mairies, bourses du travail...), s'est répandue la pratique du «déménagement» de locaux commerciaux ou institutionnels : permanences électorales, ANPE, agences immobilières, ou encore des boîtes d'intérim. Le «déménagement» de locaux consiste à mettre dans la rue différents objets se trouvant initialement à l'intérieur, histoire de signifier aux entreprises l'envie de les voir fermer boutique et pourquoi pas de collectiviser les objets mis « à la rue»... À Montpellier, le «jeu des trente secondes» consistait à menacer les commerçants de pillage à la fin du compte à rebours, ce qui les faisait fermer boutique en déroulant leur rideau de fer les uns après les autres. Les actions de sabotage contre les syndicats étudiants étaient largement pratiquées et dans plusieurs villes, les locaux de l'UNEF (ainsi que ceux de l'UNI) ont été saccagés et certain-e-s de leurs adhérent-e-s entarté-e-s. Le feu de joie allumé dans la cour d'honneur de la Sorbonne et qui a fait couler tant d'encre n'était rien d'autre que des tracts du local de l'UNI qui partaient en fumée.

«Média, casse-toi!»

Au fil du temps, la recherche de «crédibilité» face aux journalistes s'est transformée en une critique grandissante des interprétations médiatiques orientées et simplificatrices du mouvement. Ainsi, toutes les contestations ont été systématiquement réduites au slogan vide «anti-CPE», les leaders des syndicats étudiants ont été institués en portes-paroles et donc représentants légitimes des masses réticentes, le clivage «méchants casseurs» contre «gentils manifestants» a été développé...Ce

traitement médiatique a provoqué des réponses diverses qui allaient du refus de la présence de journalistes dans certaines AG jusqu'aux occupations ou dégradations de locaux de médias (par exemple l'AFP, la Tribune et Charlie Hebdo à Paris, France Bleu Isère et le Dauphiné Libéré à Grenoble). Ces actions d'offensive contre les médias traduisaient la radicalisation des personnes qui faisaient vivre le mouvement et qui cherchaient à combattre les observateurs «neutres», les faux-amis. À Paris, à Toulouse et dans d'autres villes des journalistes ont été caillassés ou enfarinés en manif. Pour faire diffuser des informations et des réflexions, les personnes en lutte utilisaient en fait leurs propres outils comme les sites Indymedia, les radios associatives ou encore les revues politiques.

Dispersion d'une manif sauvage : certain-e-s se retrouvent au commissariat, d'autres autour de bières, et enfin il y a ceux qui rentrent chez eux pour réviser : c'est le mois d'avril, la fin du semestre approche. *Faire vivre le mouvement* à travers les occupations, les manif sauvages et une diversité d'actions qui n'engageaient qu'une minorité des participant-e-s a été un pari difficile à tenir dans le temps.

De la Dépouille.

Depuis le mouvement lycéen de 2005, plus exactement depuis la manif du 8 mars de cette même année, les cortèges sont hantés par la figure du casseur-dépouilleur. D'abord, constatons que ce produit médiatique dispose d'un contexte favorable: la fascination pour les images spectaculaires de hordes d'encapuchonnés tombant à dix sur une personne sans défense; le parfum de politiquement incorrect qui entoure la dénonciation de la «barbarie des jeunes de cités»; la promotion à assurer au concept de «racisme anti-blanc» récemment lancé sur le marché intellectuel; les rumeurs de manipulations policières et l'intérêt de l'État à la fois à ce que les «victimes» potentielles désertent les manifs, et à apparaître comme le garant de leur sécurité.

On comprend alors mieux que ce qui ne s'est produit que deux fois massivement (le 8 mars 2005 et le 23 mars 2006 aux Invalides) ait pris autant de place dans le traitement médiatique du mouvement, et finalement dans l'imaginaire collectif. Cela dit, ces phénomènes de dépouille et d'agression de manifestant-e-s, même s'ils ne sont pas aussi développés que les médias aimeraient le faire croire, sont tout de même assez importants pour s'y attarder.

Commençons par nous démarquer de ceux qui y voient une manipulation policière, à différents degrés (depuis «ils ont laissé faire» jusqu'à «c'était des flics qui ont fait ça ou qui ont dit aux petits caïds de venir s'attaquer à la manifestation»): cette théorie du complot n'est souvent qu'une réaction épidermique de gauchiste qui se refuse à penser une situation qui ne cadre pas avec son idéologie (les «jeunes de banlieues» sont des «victimes» du «système» et donc doivent toujours se retrouver du côté de ceux et celles qui prétendent s'y opposer), et elle évoque trop la vieille rengaine des syndicats gestionnaires sur les «éléments extérieurs» et autres «agents provocateurs», seuls responsables des débordements en manifestation. Et les couplets plaintifs sur l'absence d'intervention des flics sont d'une stupidité affligeante quand ils

émanent de personnes qui prétendent par ailleurs s'opposer à la toute-puissance policière: demander aux flics d'empêcher la dépouille, c'est justifier le renforcement de leur dispositif, et notamment la présence de civils dans les cortèges. Si l'État et la police profitent de cette situation, ça ne suffit pas à les en désigner comme responsables, et par ailleurs nous avons assez de choses à reprocher aux flics pour ne pas devoir les accuser de tabasser des lycéen-ne-s pour leur voler leur lecteur mp3. Bien sûr, dans le cas des Invalides, la police joue un rôle indirect dans ce qui s'est passé: en choisissant, en accord avec les syndicats, de faire finir la manif sur une esplanade immense et déserte pour éviter tout débordement, elle a créé les conditions pour que la violence ne puisse s'exprimer contre rien d'autre que les manifestant-e-s eux-mêmes (même si les CRS ont aussi reçu leur quota de caillasses et que les quelques voitures de bourgeois stationnées là sont parties en fumée).

Reste que la façon dont ces «bandes» s'en sont prises indistinctement à d'autres bandes, à des lycéen-ne-s et étudiant-e-s isolé-e-s, aux flics ou au cortège autonome est foncièrement problématique. Plusieurs explications ont été données, qui ont toutes un fond de vérité: la colère devant le rejet, par les SO¹, des «survet'-baskets-

1 – SO qui ont d'ailleurs largement fait preuve de leur capacité à agresser des manifestant-e-s. Témoignage d'un «encapuchonné»: «C'était un peu avant 18h, j'étais sur le bord du terre plein central, place de la république, loin des affrontements, loin de la casse, mais seulement à quelques mètres du service d'ordre de la CGT qui formait une ligne à la manière des CRS. Derrière moi ça gueulait «CGT collabos», c'est alors que les 30 à 50 mecs de la milice syndicale sortirent d'en dessous de leurs blousons, des barres de fer, des pieds de chaise, et des matraques télescopiques. L'un deux cri «camarade» puis les autres reprennent ensemble leur cri de guerre et chargent en hurlant vers le terre plein. Je tente d'esquiver mais pris par surprise et la chaîne étant trop longue, je me prends un coup de bâton sur la tête. Je tombe à terre quand j'entends «j'en tiens un», puis c'est une dizaine de ces brutes qui se mettent autour de moi distribuant les coups de pieds, coups de matraques et se tirant les uns les autres pour pouvoir me mettre des coups, tout en s'engueulant au dessus de moi pour savoir s'il fallait me livrer à la police ou pas... »

casquette» en marge des cortèges, et l'hostilité craintive à leur rencontre lors des manifs précédentes ; la haine de classe contre des étudiant-e-s perçu-e-s comme privilégié-e-s ; mais aussi l'abrutissement fascisant qui s'est exprimé dans l'acharnement contre le plus faible et la sauvagerie dans la domination.

De même qu'il n'y a pas de sujet «émeutier de novembre» ou «caillera», il n'y a pas de sujet «dépouilleur», c'est-à-dire qu'il se définit en situation et pas d'après des caractéristiques sociologiques («jeune banlieusard arabe ou noir»). D'ailleurs, si l'assimilation est souvent faite entre «dépouilleur» et «émeutier de novembre», elle est sujette à caution et contredite par exemple par le témoignage d'un professeur de Seine-St-Denis dont les élèves, qui ont participé aux événements de novembre, n'osaient pas aller en manif par peur de se faire agresser par des bandes d'autres quartiers.

Pour nous il ne s'agit pas d'applaudir le fait que de «vrais révoltés» mettent à l'amende des «fils de bourgeois qui cherchent avant tout à défendre leur condition», pas plus que de vomir la «barbarie fasciste des cailleras», mais bien de s'organiser à partir de la situation : ne pas se laisser piéger dans la nasse flics/SO, ou encore se protéger d'éventuelles agressions (qui peuvent aussi provenir de fascistes «A.O.C.» comme c'est arrivé autour de la Sorbonne). Il nous paraît encore plus important de ne plus venir en manif comme des individus isolés mais plutôt de nous constituer en forces offensives, en groupes organisés, en bandes enfin hargneuses. Les groupes manifestants devenant ainsi des cibles beaucoup moins faciles, la violence serait alors dirigée principalement contre les flics et des objectifs ciblés.

FIN DE PARTIE

«Les mouvements sociaux offrent ce confort de ne pas trop engager : ils ont un début, une apogée et un dénouement, et quand le pouvoir sonne la fin de la récréation, on a pas trop de scrupules à retourner dans le rang : on en n'était pas trop sorti»

(Ultime communiqué du comité d'occupation de la Sorbonne en exil)

Annoncé le lundi 10 avril par le président de la République, le «remplacement» de l'article sur le CPE dans la loi sur «l'égalité des chances» a fonctionné comme un point de ralliement pour tous ceux qui souhaitaient un rétablissement de l'ordre : gouvernement, syndicats gestionnaires, chefs d'établissements trop contents de provoquer la reprise des cours, étudiant-e-s anti-bloqueur-e-s, médias dont le scénario était déjà en place... Tous les ressorts se sont miraculeusement alignés pour délivrer un formidable effet de rappel à l'ordre, y compris les ressorts intimes chez des personnes soudain effrayées par l'ouverture des possibles, saisies par une sorte d'angoisse de l'inconnu : «*et si vraiment tout changeait, que deviendraient nos vies confortablement cadrées ?*».